

Sarkozy et son gouvernement ne sont pas des partenaires, mais des adversaires

Boycott de toutes les réunions de préparation des attaques du gouvernement Sarkozy-Fillon ! Aux législatives, vote contre l'UMP et les autres partis de la bourgeoisie !

Nous formons pour vous et pour le futur gouvernement de la France des vœux de réussite... (Laurence Parisot, Medef, *Le Monde*, 8 mai 2007)

L'élection présidentielle du 6 mai est une victoire pour la bourgeoisie française, une victoire pour le principal parti bourgeois héritier de la réaction gaulliste, une victoire pour le candidat préféré des patrons qui a fêté cela au Fouquet's avant de prendre un jet privé pour rejoindre un yacht.

Ces élections confirment que les idées de la classe dominante sont, en règle générale, les idées dominantes. En particulier, les principaux médias sont aux mains de grands groupes capitalistes. Mais la campagne électorale de Sarkozy a été considérablement facilitée par le désarroi politique du prolétariat, qui est lui-même le produit des trahisons antérieures et du comportement électoral du mouvement ouvrier.

LA CLASSE OUVRIÈRE A CONNU DÉFAITE SUR DÉFAITE, TRAHISON SUR TRAHISON

D'une part, les travailleurs ont constaté la restauration du capitalisme en Russie et en Europe de l'Est. Cela a considérablement renforcé l'idéologie dominante, l'idée qu'il n'y a d'autre horizon que le capitalisme. Dans le monde entier, les partis sociaux-démocrates, les anciens partis stalinien et les débris du castrisme, du maoïsme et les pseudo-trotskyistes ont remplacé le vocabulaire de la lutte des classes, du socialisme, de la révolution par « l'altermondialisme », « l'antilibéralisme », « le monde du travail » et la « citoyenneté ».

D'autre part, la classe ouvrière a encaissé, en France comme dans tous les pays avancés, de multiples coups de la part des patrons et de tous les gouvernements à leur service, y compris ceux qui étaient basés sur les partis ouvriers traditionnels (PS et PCF). Au fil des ans, les privatisations, la sous-traitance et les restructurations ont cassé les anciens bastions ouvriers. Le chômage est resté élevé (en particulier pour les jeunes arabes et noirs) et il a été utilisé par les patrons et les gouvernements (lois Aubry, CNE...) pour imposer la flexibilité et l'intensification du travail, voire la précarité. Les remboursements des soins et les pensions de retraite ont été amputés, le poids des impôts et des cotisations a été diminué sur les riches et les patrons mais accru sur les travailleurs salariés. Les libertés démocratiques ont été restreintes, le contrôle et la répression de la police se sont intensifiés. L'appareil répressif de l'Etat est hypertrophié (armée, services secrets, polices, tribunaux, prisons...), les interventions militaires de l'impérialisme français se sont poursuivies (Afghanistan, Côte d'Ivoire, Tchad, Centrafrique...). Le droit d'asile a été bafoué et les immigrés persécutés jusque dans les écoles. De nombreux hôpitaux ont été fermés, des milliers de postes d'enseignants ont été supprimés, le droit à l'enseignement a été diminué et l'apprentissage patronal encouragé...

Plus d'une fois, la jeunesse en formation et le prolétariat ont résisté aux plans patronaux et gouvernementaux. Cependant, ces luttes se sont toujours heurtées au refus des appareils syndicaux d'appeler à la grève générale, de mettre en cause le gouvernement.

LA CLASSE OUVRIÈRE N'A VU AUCUNE PERSPECTIVE PROPRE LORS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Chaque échéance électorale a été l'occasion de semer davantage de confusion dans les rangs du prolétariat, de brouiller les frontières de classe. En 2002, le PS, le PCF et la LCR ont appelé à voter Chirac. En 2005, les partis ouvriers ont semé des illusions sur l'Union européenne censée se transformer en « Europe sociale » ou ont alimenté le chauvinisme, qu'ils aient dit Oui (la majorité du PS) avec l'UMP et l'UDF ou qu'ils aient dit Non (une minorité du PS, le PCF, LO, la LCR et le PT) comme le FN et le MPF. En 2007, les candidats classés à « l'extrême-gauche » ont refusé d'ouvrir la perspective du socialisme, le PS et le PCF ont fait campagne au premier tour « pour la France » et « pour les entreprises ». Entre les deux tours de l'élection présidentielle, le PS a cherché à réaliser un bloc avec Bayrou et l'UDF, alors que Royal était déjà soutenue par des débris bourgeois comme le PRG et le MRC.

Moins que jamais, les classes sociales ne sont apparues lors de l'élection présidentielle. Ainsi, le fascisant et raciste Le Pen continue à avoir une base électorale populaire et Sarkozy l'a concurrencé en multipliant les visites d'entreprise pour promettre aux ouvriers et aux employés que leur emploi serait garanti et qu'ils allaient gagner plus. Cependant, la réalité est que le nouveau président va s'appuyer sur les urnes pour porter de nouveaux coups aux travailleurs, au compte des capitalistes.

LE PROGRAMME DU GOUVERNEMENT SARKOZY-FILLON EST UN PROGRAMME DE RÉACTION

Pendant que Sarkozy était en croisière au large de Malte, sa politique s'appliquait déjà avec la condamnation à des peines de prison ferme, allant jusqu'à un an, de jeunes qui avaient osé protester contre le triomphe électoral de l'ancien chef de la police et de l'ami de tant de patrons du CAC40.

Le nouveau président entend profiter de la situation pour porter des coups importants à un adversaire désorienté et démoralisé. Il n'a pas caché qu'il visait à supprimer le contrat de travail à durée indéterminée (au profit d'un « contrat unique » conforme aux exigences du Medef), restreindre le nombre de fonctionnaires (il ne s'agira pas des

policiers ni des gardiens de prison), mettre fin aux régimes de retraite qui avaient échappé à Fillon (ce ne sera pas pour aligner le régime général sur eux), s'en prendre à l'enseignement public (suppression de la carte scolaire, etc.), prendre moins aux riches (« bouclier fiscal »...), faire payer plus les salariés (franchise non remboursée sur les actes médicaux...), vendre peu à peu le parc HLM...

Dès cet été, il veut faire adopter une nouvelle loi contre l'immigration, exonérer les heures supplémentaires et quasiment supprimer les droits de succession à l'occasion d'une « loi de finances rectificative », instaurer un service minimum, simplifier la procédure de licenciement, etc. Pour cela, Sarkozy et Fillon comptent sur une majorité absolue de députés UMP à leur botte à l'Assemblée nationale. Or, aux élections législatives, rien dans l'attitude du PS, dont presque tous les dirigeants trouvent qu'il ne s'est pas assez « rénové » (c'est-à-dire aligné sur les exigences actuelles de la bourgeoisie française) ne risque d'inverser le résultat de l'élection présidentielle. Quant au PCF, il courtise piteusement le PS pour préserver quelques postes de députés. Les organisations syndicales, qui devraient être en première ligne pour arrêter la débâcle, ont des dirigeants qui y contribuent aussi.

LES PREMIÈRES RÉPONSES DES DIRECTIONS SYNDICALES SONT HONTEUSEMENT CAPITULARDES

Les chefs actuels des syndicats, qui ont généralement voté Chirac en mai 2002, affectent en 2007 la neutralité, alors que les organisations syndicales devraient se ranger du côté des organisations politiques issues de la classe ouvrière (PS, PCF, LO, LCR) contre les candidats des partis créés et financés par les capitalistes (UMP, UDF, PRG, MRC, MD, FN, MPF...). Comme si cela ne suffisait pas, les bureaucraties syndicales se préparent à aider Sarkozy et Fillon. Au lieu de dénoncer les plans anti-ouvriers de Sarkozy, tous se déclarent prêts au « dialogue social » avec lui.

Si on veut que le dialogue social soit efficace, il y a la négociation, ou la concertation, ou la consultation...
(Jean-Claude Mailly, FO, 7 mai 2007)

Ils se sont précipités chez Sarkozy avant même qu'il prenne ses fonctions, alors que ce dernier ne cache pas vouloir mettre en cause le droit de grève des travailleurs des transports publics et de l'enseignement primaire, qui ont joué un grand rôle dans les mouvements contre les plans Balladur-Juppé et Chirac-Fillon. Or, loin de dénoncer cette offensive réactionnaire, qui vise en fait toute la classe ouvrière, les dirigeants syndicaux en minimisent la portée et s'appêtent à en discuter :

À la RATP, où l'on a quelques années de pratique, l'alarme sociale fonctionne bien. (Jean-Claude Mailly, Libération, 14 mai 2007) ; *Ce n'est pas au niveau interprofessionnel qu'il faut traiter ces questions... La proposition de service minimum de M. Sarkozy relève plus du symbolique que d'un besoin objectif.* (Bernard Thibault, CGT, 11 mai 2007)

Les travailleurs savent par expérience à quoi a servi la participation de représentants syndicaux aux conseils d'administration des grandes entreprises, au Conseil supérieur de l'Education, au Conseil d'orientation sur les retraites... et ce qu'ont rapporté les « concertations » des bureaucrates syndicaux avec Fillon sur les retraites, l'assurance-maladie et l'enseignement.

POUR AFFRONTER ET VAINCRE LE GOUVERNEMENT SARKOZY-FILLON, LE PREMIER PAS EST QUE LES ORGANISATIONS SYNDICALES REFUSENT DE NÉGOCIER LES ATTAQUES DU GOUVERNEMENT

Les ouvriers, les techniciens, les employés, les infirmiers, les cheminots, les vendeurs, les enseignants... doivent imposer que les organisations syndicales servent à les défendre ainsi que les chômeurs et les immigrants. Pour battre Sarkozy-Fillon, pour travailler moins et pour travailler tous, doit monter de partout l'exigence qu'aucun représentant des travailleurs, qu'aucun dirigeant syndical n'aide Sarkozy, son gouvernement et sa probable majorité UMP à des attaques contre la classe ouvrière et la jeunesse :

- Boycott par tous les syndicats de tout sommet social, de toute conférence, de toute table ronde, de toute consultation contre le droit de grève, contre les régimes de retraite, etc. !
- Exigence par tous les syndicats du retrait de tous les projets anti-ouvriers du gouvernement !
- Assemblées générales démocratiques sur les lieux de travail et d'études, désignation par chaque AG d'un comité élu, centralisation des comités ! Autodéfense contre la police et les nervis de l'UMP ou du FN !
- Interdiction des licenciements ! Baisse du temps de travail pour embaucher, augmentation et indexation des salaires ! Contrôle des travailleuses et des travailleurs sur les entreprises !

Les travailleuses, les travailleurs, les jeunes qui cherchent à contrer les patrons et leur Sarkozy ne doivent pas être entravés et trompés plus longtemps par les bureaucraties syndicales actuelles et les partis « réformistes » sans réforme.

Pour cela, il leur faut un nouveau parti ouvrier, à eux, qui soit révolutionnaire et internationaliste, dont le programme sera le front unique ouvrier contre le patronat et le gouvernement Sarkozy-Fillon, le renversement de la 5^e République et le pouvoir des travailleurs, l'expropriation des groupes capitalistes et les Etats-Unis socialistes d'Europe.

17 mai 2007



Groupe bolchevik (Collectif Révolution Permanente)

Supplément à Révolution Socialiste n° 23 1,50 euro

Site du Groupe bolchevik : **www.revolution-socialiste.info**

Courrier au Groupe bolchevik : Re-So / Ageca service BP / 177 rue de Charonne / F-75011 Paris